

Unité départementale de l'Aisne  
Equipe 2

Soissons, le 15 juin 2022

47, Avenue de Paris  
02200 SOISSONS

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **FM FRANCE S.A.S.**

ZID de l'Omois-BP 30  
3 Rue du Marchis  
02400 EPAUX BEZU

Références : FM22RAPVI290

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2022 dans l'établissement FM FRANCE S.A.S. implanté ZID de l'Omois-BP 30 3 Rue du Marchis 02400 EPAUX BEZU. L'inspection a été annoncée le 06/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2022 de la DREAL Hauts-de-France.

Cette visite a été annoncée préalablement à l'exploitant par courrier en date du 06/04/2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FM FRANCE S.A.S.
- ZID de l'Omois-BP 30 3 Rue du Marchis 02400 EPAUX BEZU
- Code AIOT dans GUN : 0005106108
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Non IED - MTD

L'entreprise FM France est autorisée à exploiter un entrepôt pour des activités logistiques et de stockage de marchandises industrielles, de biens de grande consommation, de produits combustibles et de produits inflammables sur le territoire de la commune d'Epaux-Bezu (02400).

L'arrêté préfectoral d'autorisation a été délivré le 10/08/2015. La surface utile de l'entrepôt est de 53 778 m<sup>2</sup> et le volume utile de 723 312 m<sup>3</sup>. Suite au décret n°2020-1169 du 24/09/2020, l'activité 1510 est désormais classée sous le régime de l'Enregistrement.

L'établissement est classé en "seuil bas" au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1er du livre V du code de l'environnement.

L'activité est dédiée à un unique client de la grande distribution, actuellement locataire des installations.

L'exploitant ICPE n'est pas le propriétaire du site.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites de la visite d'inspection du 3 novembre 2016
- détection incendie
- maintenance des équipements incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Bassin de confinement	Rapport de l'inspection du 15/12/2016, lettre de l'exploitant du 12 mai 2017	/	Sans objet
Désenfumage	Rapport de l'inspection du 15/12/2016, lettre de l'exploitant du 12 mai 2017	/	Sans objet
Etude de vulnérabilité	Rapport de l'inspection du 15/12/2016, lettre de l'exploitant du 12 mai 2017	/	Sans objet
Formation initiale	Rapport de l'inspection du 15/12/2016, lettre de l'exploitant du 12 mai 2017	/	Sans objet
Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet
Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Sans objet
Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
Foudre	Autre du 15/12/2016, article {Non Renseigné}	/	Sans objet
Malveillance	Rapport de l'inspection du 15/12/2016, lettre de l'exploitant du 12 mai 2017	/	Sans objet
Malveillance 2	Rapport de l'inspection du 15/12/2016, lettre de l'exploitant du 12 mai 2017	/	Sans objet
Mise en station d'échelle	Rapport de l'inspection du 15/12/2016, lettre de l'exploitant du 12 mai 2017	/	Sans objet
Vérification détecteurs Gaz	Rapport de l'inspection du 15/12/2016, lettre de l'exploitant du 12 mai 2017	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Visite sur site	Rapport de l'inspection du 15/12/2016, lettre de l'exploitant du 12 mai 2017	/	Sans objet
Détection	Arrêté Préfectoral du 10/08/2015, article 8.3.4	/	Sans objet
Extinction automatique incendie (EAI)	Arrêté Préfectoral du 10/08/2015, article 8.3.4	/	Sans objet
Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 10/08/2015, article 8.5.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence des observations pour lesquelles une réponse est attendue de la part de l'exploitant, sous 2 mois.

### 2-4) Fiches de constats

#### Nom du point de contrôle : Bassin de confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Rapport de l'inspection du 15/12/2016, lettre de l'exploitant du 12 mai 2017
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2016-O4
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant justifiera que le volume du bassin de rétention est effectivement de 5000 m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b> Par courrier émis en date du 12 mai 2017, l'exploitant a joint le plan masse et plan de récollement attestant d'un volume réel du bassin de 5618 m <sup>3</sup> .  Le volume était entièrement disponible le jour de la visite d'inspection.  L'exploitant a joint un document URANO attestant de la conception du bassin (bâchage et étanchéité du bassin réalisée), avant engazonnement du fond et des parois du bassin.
<b>Observation n°1:</b> le bassin de confinement a vocation à accueillir les eaux pluviales du site et les eaux de confinement en cas d'incendie. Une procédure de gestion du creux (qui doit être disponible en permanence), doit être mise en place par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Rapport de l'inspection du 15/12/2016, lettre de l'exploitant du 12 mai 2017
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2016-O3
<b>Prescription contrôlée :</b> 2016-O3 : L'exploitant justifiera que l'implantation, la surface utile et les caractéristiques des dispositifs de désenfumage sont conformes à l'arrêté préfectoral du 10 août 2015.
<b>Constats :</b> Par courrier émis en date du 12 mai 2017, l'exploitant a joint les éléments suivants:  <ul style="list-style-type: none"><li>- note de calcul de désenfumage, dimensionnement &gt; 2%</li><li>- attestation de bon fonctionnement de désenfumage,</li><li>- plan d'implantation des lanterneaux, cantons et commandes</li><li>- fiche technique des lanterneaux</li></ul> Point soldé.  L'exploitant a joint les derniers PV de vérification des dispositifs de désenfumage (rapports Kingspan interventions du 15/06/21 et du 21/10/2021 correspondant à des actions correctives).
<b>Observation n°2:</b> l'exploitant doit répertorier l'ensemble des équipements liés au désenfumage du site et transmettre ce recensement à l'organisme de vérification du désenfumage. Les PV de vérification indiquent un nombre d'exutoires contrôlés et un nombre d'équipements percutés mais aucun lien n'est établi entre la vérification et le parc réellement installé. Ce point devra être anticipé par l'exploitant pour la vérification annuelle de juin 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Etude de vulnérabilité

<b>Référence réglementaire :</b> Rapport de l'inspection du 15/12/2016, lettre de l'exploitant du 12 mai 2017
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2016-O5
<b>Prescription contrôlée :</b> 2016-O5 : Il est demandé à l'exploitant de réaliser une analyse de vulnérabilité en cas de perte d'alimentation électrique, sur les installations et dispositifs de sécurité. Les conclusions de cette analyse serviront à alimenter le POI du site.
<b>Constats :</b> Voir partie confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Formation initiale**

<b>Référence réglementaire :</b> Rapport de l'inspection du 15/12/2016, lettre de l'exploitant du 12 mai 2017
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2015-O7
<b>Prescription contrôlée :</b> 2015-O7 : Il est demandé que la fiche de fin de formation initiale des agents fasse apparaître explicitement que celui ci a été formé aux procédures d'urgence et que cette fiche soit signée par l'agent en question.
<b>Constats :</b> L'exploitant a formulé les éléments de réponse suivants dans son courrier émis en date du 12 mai 2017: L'accueil des nouveaux collaborateurs FM est formalisé par un parcours d'intégration, détaillant par service les points de formation abordés. L'ensemble du personnel doit assister au module de formation SEVESO, qui aborde notamment la mise en sécurité du personnel (modalités d'évacuation, point de rassemblement, rôles des serre-files et guide-file). Cette formation est sanctionnée par un questionnaire, une évaluation à chaud et une feuille d'émargement attestant de la présence du nouveau collaborateur.  Pour le nouveau personnel, appelé à occuper une fonction dans le POI, un module de formation au SGS est dispensé depuis le plan de formation 2016-2017. Il présente l'organisation mise en place dans le cadre d'un site classé SEVESO, et pour chaque collaborateur, la définition des fonctions attendues du POI ainsi que la procédure à suivre en cas de situation d'urgence. La signature de la feuille de présence ainsi que l'évaluation des connaissances du nouveau collaborateur attesteront de sa formation aux situations d'urgence. L'ensemble de son parcours de formation chez FM est à disposition dans le dossier individuel au service RH.  Le personnel intérimaire est lui aussi formé aux situations d'urgence rappelées dans plusieurs modules de formation (SEVESO, Autorisation de conduite) au cours desquels une feuille de présence est signée.  Point soldé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ARF
<b>Prescription contrôlée :</b> Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.  La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.

**Constats :** L'exploitant dispose d'une ARF pour l'ensemble du site (tranche 1 suivie de la tranche 2 (mise en service en septembre 2016)).

Historiquement:

une ARF initiale a été réalisée en avril 2007 (Dossier n°04.182.07), étude Établissements RENARD pour la tranche 1

une ARF a été réalisée en août 2014 (document ARF OEH20140819) , étude FRANKLIN FRANCE pour la tranche 2

Ces études ont été réalisées par un organisme certifié:

COFRAC pour l'étude initiale concernant la tranche 1,

Qualidfoudre pour la tranche 2.

Elles ont été réalisées selon les référentiels suivants:

-> pour la tranche 1:

- AM du 28/01/1993 et sa circulaire d'application n°93-17 modifiée du 28/10/1996

- Norme NF C 17-102 de juillet 1995 et Norme NF C 17-100 de décembre 1997

-> pour la tranche 2:

- AM du 04/10/2010

- Norme NF EN 62305-2 (version 2006)

Il y a absence de panneaux photovoltaïques sur le site.

Les 2 ARF prennent en compte la protection des effets directs et indirects.

Les études émettent la conclusion sur la nécessité de réaliser une étude technique.

L'exploitant prévoit par ailleurs la mise à jour de l'ARF de l'établissement et la mise en place d'un PDA supplémentaire, placé sur la cheminée de la chaudière de l'établissement.

**Observation n°3:** le document ARF OEH20140819 mentionne l'arrêté du 04/08/2010 comme référentiel documentaire de l'étude. L'exploitant vérifiera qu'il s'agit d'une coquille du document remis.

**Observation n°4:** le document ARF OEH20140819 mentionne page 6 que l'étude est réalisée sur la base d'une ARF réalisée précédemment par le bureau d'étude de Franklin France concernant ce site référence ARF NA20080627-révision A. Ce document n'a pas été fourni par l'exploitant. L'historique réglementaire des études réalisées sera traçabilisé au sein de la procédure de l'établissement (**cf observation n°8 du présent rapport**).

**Observation n°5:** le document ARF OEH20140819 mentionne page 26 que le niveau de protection retenu pour le bâtiment FM LOGISTIC et son extension est le niveau I avec mise en place d'une procédure limitant la présence de personnes dans les zones dangereuses en cas d'orage. Cette procédure sera adaptée à l'activité du site en tenant compte du fait que le risque de panique dans l'ensemble des zones est faible. L'exploitant ne dispose actuellement d'aucune procédure au sein de l'établissement. Celle-ci doit être mise en place, une copie sera transmise à l'inspection des installations classées.

**Observation n°6:** l'exploitant transmettra le rapport de la mise à jour de l'ARF de l'établissement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## Nom du point de contrôle : Foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etude technique
<b>Prescription contrôlée :</b> En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'une Etude Technique pour l'ensemble du site (tranche 1 suivie de la tranche 2 (mise en service en septembre 2016)).  Historiquement: - une Etude Technique initiale a été réalisée en août 2008 (Dossier n°08.285-08), étude Établissements RENARD pour la tranche 1, non fournie. L'exploitant a joint le dossier des ouvrages exécutés associé de décembre 2008. - une Etude Technique a été réalisée en février 2016 (Dossier n°02.071.16) , étude Établissements RENARD pour la tranche 2. L'exploitant a joint le dossier des ouvrages exécutés associé de mai 2016.  Ces études ont été réalisées par un organisme certifié Qualifoudre.  Pour la tranche 1, l'Etude Technique préconise (cf DOE décembre 2008): Protection de niveau I -> 5 PDA en surélévation de toiture -> 5 conducteurs de mise à la terre reliés à 5 prises de terre type "piquets alignés" avec mise en place de 5 compteurs de coup de foudre -> une interconnexion des 5 PDA entre eux Protection de niveau IV -> un paratonnerre à tige simple du poste de garde -> 1 conducteur de mise à la terre relié à une prise de terre type "piquets alignés" avec mise en place d'un compteur de coup de foudre -> un paratonnerre à tige simple du local sprinklage -> 1 conducteur de mise à la terre relié à une prise de terre type "piquets alignés" avec mise en place d'un compteur de coup de foudre  Pour la tranche 2, l'Etude Technique préconise (Etude Technique n°02.071.16 Février et DOE de mai 2016): Protection de niveau I -> 6 PDA en surélévation de toiture -> 6 conducteurs de mise à la terre reliés à 6 prises de terre avec mise en place de 6 compteurs de coup de foudre -> une interconnexion des 6 PDA entre eux Protection de niveau I -> 1 PDA en surélévation de toiture -> 1 conducteur de mise à la terre reliés à 1 prise de terre avec mise en place d'un compteur de coup de foudre -> une liaison équipotentielle.



**Observation n°7:** l'exploitant transmettra une copie de l'Etude Technique initiale a été réalisée en août 2008 (Dossier n°08.285-08).

**Observation n°8:** l'exploitant mettra en place une procédure de l'ensemble du programme d'actions mises en oeuvre au sein de l'établissement concernant le risque foudre conformément aux ARF et Etudes Techniques réalisées, comprenant l'ensemble du matériel installé et les actions de vérification réalisées. Exple, les études techniques préconisent un relevé trimestriel des compteurs de coup de foudre. L'exploitant a indiqué en séance qu'il procède à une vérification après chaque évènement orageux significatif. Ces actions doivent être tracées au sein de l'établissement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : Foudre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

**Thème(s) :** Risques accidentels, Travaux spécifiques 2017

**Prescription contrôlée :**

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

**Constats :** Le matériel installé a fait l'objet d'une vérification initiale:

- pour la tranche 1: Rapport de vérification initiale FRANKLIN FRANCE, distinct de l'installateur, vérification réalisée le 11 mai 2009, dossier n°NA20090626-1
- pour la tranche 2: Rapport de vérification initiale FRANKLIN FRANCE, distinct de l'installateur, vérification réalisée le 17 juin 2016, rapport n°RR20160617-1

Concernant la tranche 1, le rapport de vérification initiale FRANKLIN FRANCE, vérification réalisée le 11 mai 2009, dossier n°NA20090626-1 mentionne:

-> Pour le poste de garde, concernant la protection des effets indirects: Parafoudre de type 2 conforme au standard FM Logistique. Mais câblage réalisé en 2,5 mm<sup>2</sup> non-conforme à la norme NF C 15-100. Et protection en amont du disjoncteur général de l'armoire. Présence de tension à signaler par étiquette.

-> Pour le local sprinkler, concernant les protections contre les surtensions: Parafoudre de type 2 conforme au standard FM Logistique. Mais câblage réalisé en 6 mm<sup>2</sup> non-conforme à la norme NF C 15-100 et longueur trop importante.

-> Pour l'entrepôt de stockage, concernant la protection des effets directs: Cinq conducteurs de descente. Fixations en toiture ne sont plus assurées sur quelques mètres. Il manque des liaisons équipotentielles avec des masses métalliques de toiture. Et les observations suivantes:

-> Attention sur la descente n° 4 : les extincteurs sont proches de la descente. Une DDP peut apparaître en cas d'écoulement foudre.

-> n°1 et n° 2 : Réaliser l'interconnexion entre le conducteur méplat et les structures métalliques des exutoires de la cellule 4e

-> n° 3 : Reprendre les fixations de conducteur arrachés ainsi que la fixation du fourreau de protection utilisé dans le passage du mur coupe feu.

-> concernant la protection des effets indirects: Câblage des phases et neutre réalisé en section de 2,5 à 6 mm<sup>2</sup> non conforme aux normes. Terre de 6 à 10 mm<sup>2</sup> même remarque que précédemment. Le câblage ne respecte pas la distance des 50 cm imposé par le guide 15-443.

Concernant la tranche 2, le rapport de vérification initiale FRANKLIN FRANCE, vérification réalisée le 17 juin 2016, rapport n°RR20160617-1 mentionne une installation conforme.

Vérification visuelle:

- vu rapports 2017 et 2021, par sondage

Vérification complète:

- vu rapports 2016 et 2020, par sondage

Suite à la vérification complète de décembre 2020 (rapport n°1835-12.20 Etablissements RENARD) et vérification visuelle de décembre 2021 (rapport n°1835-12.21 Etablissements RENARD), l'exploitant prévoit la mise en conformité des installation courant juin 2022 (intervention programmée le 26/06/2022), protection pour les départs en tétrapolaires et monophasés. Des PDA "modèles tétrapolaires" doivent être mis en place (cf devis Etablissements RENARD n°18.35.A12.048.20-2 du 04/10/2021 avec Bon de commande FM LOGISTIC n°2100192461).

**Observation n°9:** l'exploitant joindra les justificatifs de levée du rapport de vérification initiale pour la tranche 1.

**Observation n°10:** suite à la vérification complète de décembre 2020 (rapport n°1835-12.20 Etablissements RENARD) et vérification visuelle de décembre 2021 (rapport n°1835-12.21 Etablissements RENARD), les mesures actives doivent être intégrées à la procédure sollicitée au sein de l'établissement (cf observation n°8 du présent rapport)

**Observation n°11:** à l'issue de la présente visite d'inspection, l'exploitant confirmera la bonne réalisation des travaux prévus le 26/06/2022 et la mise en place des nouveaux équipements (cf devis Etablissements RENARD n°18.35.A12.048.20-2 du 04/10/2021 avec Bon de commande FM LOGISTIC n°2100192461). L'exploitant devra procéder à la mise à jour de son ARF et à une vérification complète, suite à l'installation de ces nouveaux équipements.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : Foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Rapport de l'inspection du 15/12/2016, lettre de l'exploitant du 12 mai 2017
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ecart simple 2015.juin.E2
<b>Prescription contrôlée :</b> FM LOGISTIC a communiqué un rapport de vérification DEKRA du 21 octobre 2015 sur les parafoudres confirmant les réserves initialement constatées. Les observations sur les conditions de mise en place des installations de protection concernent principalement la longueur de câble utilisée pour le parafoudre au réseau et au bornier de terre qui dépasse 50 cm (valeur préconisée par la norme NF C 15-100 et le guide UTE C 15-443).  FM LOGISTIC s'est engagé à palier ces observations avant la fin du premier trimestre 2017.
<b>Constats :</b> Par courrier émis en date du 12 mai 2017, l'exploitant a indiqué les éléments suivants: La commande pour la mise en conformité des installations de protection contre la foudre est passée. La fin de l'intervention nécessite le raccordement au réseau électrique avec une coupure générale du site programmée le dimanche 11 juin 2017. Nous vous ferons parvenir le rapport de conformité dès réception.  En séance, l'exploitant a joint les rapports de vérification DEKRA: - vérification complète en date du 20/10/2016 qui mentionne que les règles de raccordement des anciens parafoudres sont non adaptées. - vérification visuelle en date du 19/10/2017 qui mentionne que l'installation de protection foudre est correctement maintenue en état de conformité et de conservation. Le constat 2015.juin.E2 est donc soldé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Malveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Rapport de l'inspection du 15/12/2016, lettre de l'exploitant du 12 mai 2017
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2015-O2
<b>Prescription contrôlée :</b> 2015-O2 Voir partie confidentielle
<b>Constats :</b> Voir partie confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Malveillance 2**

<b>Référence réglementaire :</b> Rapport de l'inspection du 15/12/2016, lettre de l'exploitant du 12 mai 2017
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2016-06
<b>Prescription contrôlée :</b> 2016-O6 Voir partie confidentielle
<b>Constats :</b> Voir partie confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Mise en station d'échelle**

<b>Référence réglementaire :</b> Rapport de l'inspection du 15/12/2016, lettre de l'exploitant du 12 mai 2017
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2016-O2
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant évacuera les matériels entreposés sur la zone dédiée à la mise en station d'échelle pompier présente à l'angle formé par les cellules 3 et 2 de l'entrepôt.
<b>Constats :</b> Par courrier émis en date du 12 mai 2017, l'exploitant a indiqué les éléments suivants: Le constat fait le jour de l'inspection concernait une zone en cours d'aménagement dans le cadre de l'extension de la plateforme. L'accès à la zone de mise en station d'échelle pompier est conforme depuis le début d'année.  La visite d'inspection a été l'occasion de faire le tour extérieur de l'entrepôt de stockage. Les zones de mise en station d'échelle ont été constatées dégagées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Vérification détecteurs Gaz**

<b>Référence réglementaire :</b> Rapport de l'inspection du 15/12/2016, lettre de l'exploitant du 12 mai 2017
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2016-O1
<b>Prescription contrôlée :</b> Selon le rapport OLDHAM n°792049, la vérification des détecteurs de gaz du local de charge d'accumulateurs a été réalisée avec une bouteille dont la date d'expiration était dépassée.
<b>Constats :</b> Par courrier émis en date du 12 mai 2017, l'exploitant a joint le rapport Oldham du 11/04/2017 avec mention des dates de validité des bouteilles étalon utilisées. Point soldé.  Vu rapport de vérification du système de détection gaz n°220310110449, vérification en date du 11 mars 2022. Le système est fonctionnel après vérification.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Visite sur site**

<b>Constats :</b> L'exploitant a réparti sur le site des réserves d'émulseur. Celles-ci ne sont pas référencées et la date de validité du produit n'est pas présente.
<b>Observation n°12:</b> la nature de l'émulseur et la date de validité du produit devra être apportées sur les réserves présentes sur le site. Une procédure de vérification sera mise en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Détection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2015, article 8.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée avec un report d'alarme en salle de contrôle. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.  L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.  En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.  La remise en service d'une installation arrêtée suite à une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoquée l'alarme.
<b>Constats :</b> Par courrier en date du 02 mai 2022, l'exploitant a joint les rapport de contrôle de la centrale incendie: - rapport Chubb sécurité SEM 18 2021 - rapport Chubb sécurité SEM 43-44 2021
<b>Observation n°13:</b> l'exploitant doit répertorier l'ensemble des équipements liés à la détection du site et transmettre ce recensement à l'organisme de vérification. Les PV de vérification indiquent un nombre d'équipements contrôlés mais aucun lien n'est établi entre la vérification et le parc réellement installé.  <b>Observation n°14:</b> les actions correctives mises en place par l'organisme de vérification méritent d'être mieux détaillées au sein des rapports de vérification (exple pris par sondage sur le DFHS n°5, entre les 2 contrôles effectués courant 2021).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Extinction automatique incendie (EAI)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2015, article 8.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, EAI
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée avec un report d'alarme en salle de contrôle. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.  L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.  En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.  La remise en service d'une installation arrêtée suite à une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoquée l'alarme.
<b>Constats :</b> Par courrier en date du 02 mai 2022, l'exploitant a joint les rapports de contrôle de la centrale incendie: - attestation AIRESS émise en date du 01/09/2016 (certificat d'achèvement des travaux et de mise en service sprinkler), selon le référentiel technique FM Global - FM Global, certificat installateur de réseaux sprinkler (extrait du guide d'installation).  L'exploitant a joint les rapports de vérification : -> sur les vannes à colonette et murale: - semestriels 2021(1er et second semestre) - semestriel 2022 (1er semestre) -> sur les groupes B1 et B2: annuels 2020 et 2021 Les actions correctives issues des constats sur les groupes motopompes B1 et B2 (vérification du 7 juillet 2021) ont été traitées le 26/10/21 (Intervention ITM n°05293 et n°04308).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Vérification périodique et maintenance des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2015, article 8.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance de l'EAI
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
<b>Constats :</b> Les vérifications effectuées sur l'extinction automatique incendie ne font pas le lien avec les vérifications réglementaires prévues par le référentiel technique de l'installation. L'exploitant a explicité en séance que la vérification quinquennale est réalisée annuellement par 1/5ième. Il ne dispose pas de PV justifiant d'une vérification quinquennale.
<b>Observation n°15:</b> l'exploitant doit mettre en place une procédure détaillant les périodicités de maintenance de ses équipements incendie en lien avec le référentiel technique de l'installation. (exple pour l'EAI). Une copie de cette procédure sera transmise à l'inspection des installations classées. In fine, il devra disposer des attestations adhoc.
<b>Observation n°16:</b> l'exploitant précisera les actions correctives mise en place sur la fuite réseau détectée sur le réseau PI (intervention du 7 juillet 2021)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet